

Une nouvelle politique israélienne dans les Territoires occupés.

Après 1967 et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza, les gouvernements israéliens ont tenté de constituer une alternance politique à l'OLP dans ces territoires : ce furent les "Ligues de village". Après leur échec patent (1), c'est avec une autre couche sociale de Palestiniens, peut-être plus prête à la collaboration, que l'administration israélienne cherche à établir un "dialogue".

Décidée par le ministre de la Défense, M. Moshé Arens, esquissée dès le mois de février par le général Shlomo Iliya, chef de l'administration "civile", une nouvelle politique israélienne dans les Territoires occupés est mise en application par le général Benjamin Ben Eliezer, nommé le 13 juillet dernier coordinateur des affaires de Cisjordanie auprès du gouvernement israélien. Cette nouvelle politique a pour fondement l'abandon des Ligues de village (et à travers elles l'utilisation des luttes d'influence au sein de la paysannerie) en tant que pivot des relations entre Israël et les Palestiniens au profit d'un dialogue, couplé avec des aides financières, avec une moyenne bourgeoisie urbaine en quête de pouvoir dans le cadre des luttes traditionnelles entre les clans palestiniens.

Dans le *Jerusalem Post* du 22 juillet 1983, le général Ben Eliezer qualifie les ligues de villages d'"insignifiantes" et de "simples collabos". Préconisant la réduction de leur budget et leur désarmement, il appelle au rétablissement de Palestiniens à la tête des municipalités, désignés ou cooptés au sein de la bourgeoisie industrielle et universitaire urbaine.

La presse avancera les noms des Jaabari, Masri, Zaru et Nusaybé.

(1) Voir le Bulletin des amitiés franco-palestiniennes, n° 12-13 du 2^e trimestre 1982, p. 39.

Dès le 28 février, le général Shlomo Iliya n'avait pas hésité à relever de ses fonctions le chef de la ligue d'Hébron, l'accusant de détournement de fonds ; ses troupes seront désarmées. Les responsables de "ligne" de Ramallah seront, quant à eux, inculpés d'arrestations illégales.

En avril, le même Shlomo Iliya interdit jusqu'au dernier moment la participation des ligues à un dialogue israélo-palestinien organisé en Israël. Cette mesure s'inscrit dans un processus visant à interdire aux ligues de se transformer en parti politique palestinien. Ce n'est que le 12 août que Moustafa Dudin, le président de la fédération des ligues, présente une "charte nationale palestinienne pour la paix", programme en 35 points visant à faire des ligues l'interlocuteur palestinien d'Israël. Le parti politique qui devrait en naître rencontre l'obstruction israélienne depuis plusieurs mois.

Le 2 septembre, l'organe des ligues, *al-Mira*, suspend sa parution, faute de financement.

Le 4 septembre, Moustafa Dudin, président de la fédération des ligues de Cisjordanie, présente sa démission ; ce retrait est suivi de celui de son frère, le très influent Mohammed Dudin, chargé des finances, et du président de la ligue de Ramallah, Jamil Khatib.

Ces marionnettes créés par les Israéliens et maintenant rejetées font en

tout l'objet d'un rejet toujours renouvelé de la part de la population palestinienne. Le 1^{er} avril, le chef de la ligue de Farkhag (Tulkarem) est assassiné. Le 31 juillet, la maison du responsable local des ligues à Magdal (Naplouse) est criblée de balles. Dans la deuxième quinzaine de septembre, le président par interim de la fédération des ligues échappe à un attentat sur la route Assirah-Naplouse.

Divers milieux palestiniens, habituellement désignés comme "pro-jordanien" et appartenant à la bourgeoisie urbaine, répondent aux avances israéliennes en rencontrant les responsables de l'administration "civile" israélienne, ou même le ministre de la Défense. Outre les questions économiques officiellement abordées, le problème politique est lui aussi posé. L'éventuel soutien du roi Hussein à des initiatives reste problématique.

Le 12 mai, Hanna al-Attrache, maire de Beit Sahour, reçoit dans sa mairie Shlomo Iliya, accompagné de 5 officiers supérieurs. M. Attrache explique devant la presse, qu'"une municipalité ne peut fonctionner dans le vide sans avoir d'appui", tout en faisant la remarque qu'"il y a une différence entre coopération et collaboration" (*al-Fajr weekly*, 20 mai).

Le 19 mai, M. Zafir Masri, président de la Chambre de commerce de Naplouse, échoue dans sa tentative de mettre sur pied une délégation d'industriels qui rencontrerait Shlomo Iliya, suite au refus de plusieurs institutions locales de cautionner une telle entreprise qui, selon elles, viserait à remplacer M. Bassam Chakaa, le maire destitué, sous de fallacieux prétextes. M. Masri avait déclaré que le point de vue de la municipalité "diffère du nôtre, en ce sens que le conseil municipal, avec

M. Bassam Chakaa à sa tête, ne veut pas traiter de ces problèmes séparément. Nous aussi, nous voulons venir à bout de l'occupation mais en ce qui concerne la municipalité, nous voulons alléger la souffrance des gens. Les communiqués ne résolvent pas les problèmes des gens." (*al-Fajr weekly*, 27 mai).

Le 6 juin, M. Elias Freij reçoit dans sa mairie de Bethléem Shlomo Iliya. Le même jour, le cheikh Saad al-Din al-Alami, grand mufti de Jérusalem, rencontre le même Shlomo Iliya à la colonie de Beit El, Q.G. de l'administration civile.

Le 21 juin, à Ramallah, une trentaine d'hommes d'affaires rencontrent le

chef de l'administration civile au siège de la municipalité occupée militairement. Nadim Zaru, ancien ministre jordanien, revenu après 13 ans d'exil en Jordanie fait partie de la délégation. Ils auraient demandé le retour de Xarim Khalaf à ses fonctions de maire, ou l'organisation de nouvelles élections.

Le 7 août, M. Arens se rend à Hébron et rencontre 6 personnalités universitaires.

Le 15 août, Shlomo Iliya, accompagné de 16 officiers supérieurs et de 7 civiles dont le maire nommé d'el-Bireh, raconte une quarantaine d'hommes d'affaires, d'industriels et de commerçants à el-Bireh même.

Le 22 août, M. Moshé Arens reçoit dans son ministère à Tel Aviv MM Elias Freij, maire de Bethléem, Salman Astal, maire de Khan Yunès, et Hikmat al-Masri, président de l'université de Naplouse. Le lendemain, M. Elias Freij reçoit dans sa mairie le ministre de la Défense.

De telles démarches de la part de ces personnalités visent-elles à éliminer les nationalistes élus en 76 et écartés par l'occupant, ou tout simplement à tenter d'améliorer le sort des populations en maintenant une revendication nationale, l'avenir nous le dira.

Jean-François Legrain

Soutien massif de la population des Territoires occupés à Yasser Arafat

La population palestinienne des Territoires occupés manifeste depuis l'expulsion de Y. Arafat de Damas, le 24 juin, son soutien total au chef de l'OLP, démocratiquement réélu par le CNP d'Alger. Si dans un premier temps, les rebelles du Fath ont rencontré une certaine compréhension parmi la population de l'intérieur pour leurs diverses revendications internes au mouvement (une meilleure prise collective de décision et un contrôle accru de la gestion des finances sur le conflit avec Israël et les alliances divines, les aspects globaux n'étant pas perçus, ils ont perdu tout crédit par la suite quand l'ingérence de la Syrie a été mise en évidence et que le recours aux armes est devenu la règle. Au lendemain de l'expulsion d'Arafat de Damas, la presse de l'intérieur a été unanime pour dénoncer ce coup porté contre toute la résistance. Certains ont dénoncé explicitement le régime syrien, d'autres ne faisant référence qu'en termes généraux aux "interventions arabes", précautions qui ont peu à peu disparu. Les milieux traditionnels pro-jordanien ont été les premiers les plus virulents; le grand mufti de Jérusalem, le chekh Saad al-Din al Alami a, par plusieurs *fatwa*, appelé les musulmans à tuer le président Assad, au nom de la religion. Tous les

milieux nationalistes ont ensuite dénoncé la Syrie.. M. Moustafa Natché, a rappelé "le coup dans le dos porté à Tel el-Zaatar par les Syriens, tandis que M. Bassam Chakaa s'est déclaré bouleversé par l'expulsion d'Arafat et lancé un appel à l'unité arabe et au renouvellement de l'alliance stratégique entre l'OLP et la Syrie.

Ce soutien unanime de la population palestinienne derrière Arafat se trouve confirmé par un sondage publié par *al-Bayader al-Siyassi* le 1^{er} juillet effectué, sur un échantillon de 777 personnes ce Cisjordanie et Gaza interrogées au hasard. Selon ce sondage, le premier du genre, 90 % des personnes interrogées soutiennent le président de l'OLP. Plusieurs memorandums sont signés par les personnalités et les institutions nationales signifiant l'attachement du peuple palestinien à Arafat, symbole et garant de l'unité et de l'indépendance de l'OLP.

Lors de la reprise sanglante des combats en septembre, un appel a été adressé à Chedli Kliri, secrétaire général de la Ligne arabe, condamnant les menées syriennes contre l'OLP visant à créer une direction alternative à l'OLP et mettre la main sur l'organisation. Les signataires lancent un appel aux chefs d'États arabes afin qu'ils interviennent auprès de la



Jérusalem : le nouveau quartier juif construit dans la vieille ville, vu depuis l'esplanade de la mosquée al-Aqça.

Syrie, pour qu'elle cesse de s'ingérer dans les affaires palestiniennes et s'arrête avant de commettre un nouveau massacre à Tripoli. Une grève générale

dans tous les territoires occupés signifie le 7 novembre cette unanimité.

Jean-François Legrain